



Bureau sous-régional pour l'Afrique de l'Ouest

Deuxième réunion conjointe

38ème Comité intergouvernemental de hauts fonctionnaires et d'experts pour l'Afrique du Nord
26ème Comité intergouvernemental de hauts fonctionnaires et d'experts pour l'Afrique de l'Ouest

Accra, Ghana, du 1er au 3 novembre 2023

PROFIL SOCIO-ÉCONOMIQUE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST 2023

Table des matières

Liste des figures.....	3
Liste des tableaux	4
Introduction	5
I. Environnement économique international.....	6
1.1 Économie mondiale et régionale	6
1.2 Tendances des prix internationaux de certains produits de base	8
II. Économie de l’Afrique de l’Ouest en 2023 et perspectives	11
2.1 Dynamique de la croissance et de l’inflation au niveau sous-régional.....	11
2.2 Structure de production	13
2.3 Commerce et comptes courants.....	15
2.4 Finances publiques	16
3.1 Situation sanitaire	17
3.2 Situation de l’éducation.....	20
3.3 Situation de l’emploi	21
3.4 Profil de pauvreté	24
3.5 Autonomisation des femmes et parité entre les sexes	26
3.6 Fiche d’information sur les enjeux sociaux.....	27
3. 7 Problèmes humanitaires et d’insécurité alimentaire croissants.....	28
III. Conclusion et recommandations politiques.....	28
Références	30

Liste des figures

<i>Figure 1: Tendances récentes de la croissance économique dans le monde (en pourcentage).....</i>	<i>7</i>
<i>Figure 2: Tendances récentes de la croissance économique et de l'inflation en Afrique (en pourcentage).....</i>	<i>8</i>
<i>Figure 3 : Évolution du prix de l'or (\$/toz).....</i>	<i>9</i>
<i>Figure 4: Évolution de l'indice des prix des métaux</i>	<i>9</i>
<i>Figure 5: Évolution du prix du pétrole brut (\$ par baril)</i>	<i>10</i>
<i>Figure 6: Évolution de l'indice des prix de l'énergie</i>	<i>10</i>
<i>Figure 7 : Évolution du prix du coton, indice A (\$/kg).....</i>	<i>10</i>
<i>Figure 8 : Évolution du prix du cacao (\$/kg).....</i>	<i>10</i>
<i>Figure 9: Évolution de l'indice des prix des engrais.....</i>	<i>11</i>
<i>Figure 10: Évolution de l'indice des prix des denrées alimentaires.....</i>	<i>11</i>
<i>Figure 11 : Tendances récentes de la croissance économique et de l'inflation en Afrique de l'Ouest (en pourcentage).....</i>	<i>12</i>
<i>Figure 12 : Évolution sectorielle du PIB dans l'espace CEDEAO (en pourcentage, 1999-2022)..</i>	<i>14</i>
<i>Figure 13 : Répartition de l'emploi par activité économique en Afrique de l'Ouest (en pourcentage)</i>	<i>15</i>
<i>Figure 14 : Espérance de vie et espérance de vie en bonne santé à la naissance en Afrique de l'Ouest en 2019</i>	<i>17</i>
<i>Figure 15 : Mortalité des moins de 5 ans pour 1000 naissances vivantes en Afrique de l'Ouest en 2021</i>	<i>18</i>
<i>Figure 16 : Mortalité maternelle pour 100 000 naissances vivantes en Afrique de l'Ouest en 2020</i>	<i>19</i>
<i>Figure 17 : Proportion de la population bénéficiant d'un service d'alimentation en eau potable géré en toute sécurité, 2020.....</i>	<i>19</i>
<i>Figure 18 : Proportion de la population bénéficiant (a) de services d'assainissement gérés en toute sécurité et (b)d'un dispositif de lavage des mains avec de l'eau et du savon, 2020</i>	<i>19</i>
<i>Figure 19 : Taux d'alphabétisation des adultes en Afrique de l'Ouest, 2021.....</i>	<i>20</i>
<i>Figure 20 : Nombre d'années de scolarisation en Afrique de l'Ouest, 2021.....</i>	<i>20</i>
<i>Figure 21 : Taux de chômage estimés pour 2023 en Afrique de l'Ouest.....</i>	<i>22</i>
<i>Figure 22 : Taux d'emploi informel estimé pour 2022.....</i>	<i>23</i>
<i>Figure 23 : Taux d'emploi informel en Afrique de l'Ouest</i>	<i>23</i>
<i>Figure 24 : Estimation du taux de jeunes (entre 15 et 24 ans) sans emploi, éducation ou formation en Afrique de l'Ouest en 2022.....</i>	<i>24</i>
<i>Figure 25 : Estimation du taux de pauvreté à 2,15 USD par jour (PPA 2017) par centile de la population en 2023.....</i>	<i>25</i>

Figure 26 : Estimation de la population totale et estimation de la population vivant avec moins de 2,15 USD par jour en 2023, en millions..... 25

Figure 27 : Indice de développement humain en Afrique de l'Ouest en 2021 26

Figure 28 : Indice d'autonomisation des femmes 2022 en Afrique de l'Ouest..... 27

Figure 29 : Indice mondial de parité entre les sexes 2022 en Afrique de l'Ouest..... 27

Liste des tableaux

Tableau 1: Inflation et croissance économique en Afrique de l'Ouest, en pourcentage 13

Tableau 2: Déficits du compte courant (en pourcentage du PIB)..... 15

Tableau 3: Solde budgétaire et dette en Afrique de l'Ouest..... 16

Introduction

L'Afrique de l'Ouest est confrontée à des défis mondiaux et régionaux qui ont un impact socio-économique important. L'économie mondiale continue de se remettre des crises récentes, telles que la crise de la COVID-19, les pressions inflationnistes et les conséquences de la guerre entre la Russie et l'Ukraine. L'Afrique en général, et l'Afrique de l'Ouest en particulier, n'a pas été épargnée, compte tenu de sa dépendance vis-à-vis des pays du Nord en matière d'alimentation, d'engrais et d'énergie. Après la pandémie de 2019, la croissance économique mondiale est passée de 6,3 % en 2021 à 3,5 % en 2022, et devrait encore ralentir de 0,5 point de pourcentage en 2023, en raison de la hausse des prix des denrées alimentaires et des carburants. La croissance économique de l'Afrique n'est pas restée en marge de cette décélération, passant de 4,2 % en 2021 à 3,6 % en 2022, avec une estimation de 4 % en 2023, en raison des effets persistants des multiples crises qui se sont produites récemment. Au-delà de ces crises récentes, qui ont affecté l'ensemble de l'économie mondiale, l'Afrique en général et l'Afrique de l'Ouest en particulier ont été confrontées à des défis structurels, tels que le changement climatique, l'insécurité, la gouvernance, la concentration économique et les tendances démographiques, qui sont autant d'obstacles à la reprise économique. L'Afrique de l'Ouest a le taux de fécondité total le plus élevé du monde, ce qui pose le problème pour les pays de fournir des services de base, tels que l'éducation et la santé, à une population croissante. En outre, ces dernières années, l'Afrique de l'Ouest a été confrontée à des problèmes d'insécurité et de gouvernance. Dans ce contexte, on peut citer les opérations menées par des groupes armés, des extrémistes violents et des réseaux criminels, ainsi que les coups d'État. Depuis 2020, il y a eu au total six coups d'État militaires, ce qui fait craindre une augmentation des prises de pouvoir militaires au détriment des prises de pouvoir démocratiques. Les conséquences directes comprennent la perte de vies humaines et la destruction des biens, ce qui entrave le développement économique des États africains et menace gravement leur sécurité et leur stabilité. L'insécurité et les problèmes de gouvernance ont également un impact sur la fourniture de services d'éducation et de santé, la création d'emplois et les investissements, créant un cercle vicieux de famine et de déplacement de populations ayant besoin d'aide humanitaire.

L'objectif du présent rapport annuel de la CEA est de faire le point sur la situation socio-économique de l'Afrique de l'Ouest en 2023, ainsi que sur les prévisions et perspectives pour l'année 2024. Il s'agira de dresser un bilan des impacts de la crise économique mondiale, de la guerre Russie-Ukraine, des effets de l'insécurité et des problèmes de gouvernance dans la sous-région sur les secteurs socio-

économiques de la sous-région, ainsi que des problèmes structurels persistants. Au nombre des indicateurs figurent le taux d'inflation, le PIB, la structure économique, la gouvernance et le taux de croissance, le taux de mortalité, la pauvreté et les inégalités, le taux de chômage, l'accès à l'éducation et aux services de santé.

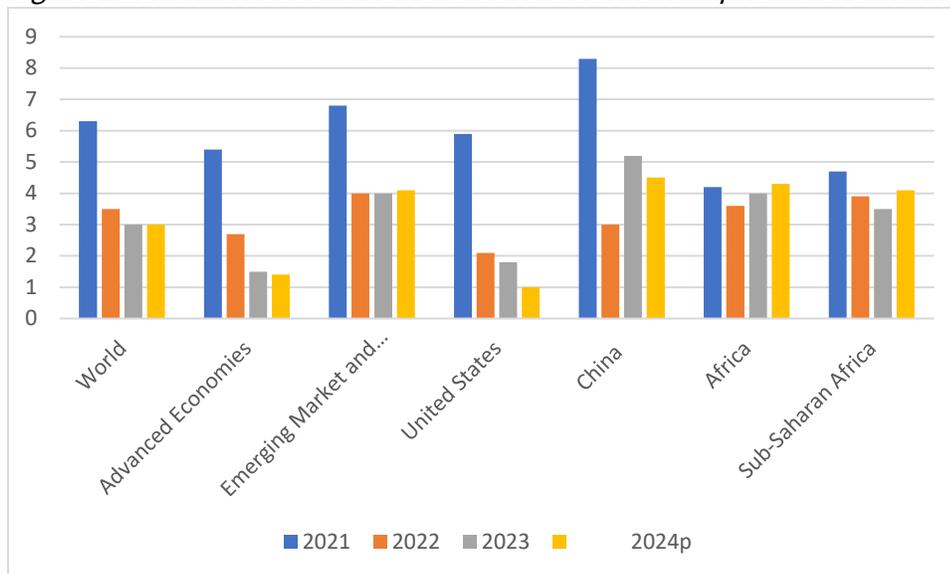
Le présent rapport adopte une approche spécifique au contexte ouest-africain, basée sur une analyse de faits stylisés à partir de données collectées dans les pays et les sous-régions ainsi que sur des plateformes internationales. Ce rapport s'articule en trois parties : la première passe en revue l'environnement économique international et ses implications pour l'Afrique ; la deuxième examine la situation économique de l'Afrique de l'Ouest et les perspectives à l'horizon 2023 ; et la troisième se penche sur certains enjeux sociaux en Afrique de l'Ouest. Le rapport s'achève par une conclusion et des recommandations politiques formulées à l'intention de la sous-région.

I. Environnement économique international

1.1 Économie mondiale et régionale

1. L'économie mondiale est restée fortement marquée par les effets prolongés de la pandémie de COVID-19, de la guerre entre la Russie et l'Ukraine, ainsi par les pressions inflationnistes et les perturbations des chaînes d'approvisionnement qui en ont résulté, en particulier dans les secteurs de l'alimentation et de l'énergie. Après une reprise de 6,3 % en 2021, la croissance économique mondiale est descendue à 3,5 % en 2022 et devrait encore ralentir de 0,5 point de pourcentage en 2023, en raison de la hausse des prix des denrées alimentaires et des carburants essentiels. La hausse des prix de l'énergie, des denrées alimentaires et des matières premières a entraîné un ralentissement de la dynamique économique. Les Perspectives de l'alimentation de la FAO pour 2023 estiment que la facture alimentaire mondiale atteindra 1 980 milliards de dollars en 2023, soit une hausse de 1,5 pour cent par rapport à celle de l'année 2022. La croissance mondiale devrait ralentir, passant de 3,5 % en 2022 à 3,0 % en 2023 et 2024 (figure 1).

Figure 1: Tendances récentes de la croissance économique dans le monde (en pourcentage)



Source : FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*, juillet 2023, et calculs de la CEA. Les données pour 2023 et 2024 sont des projections.

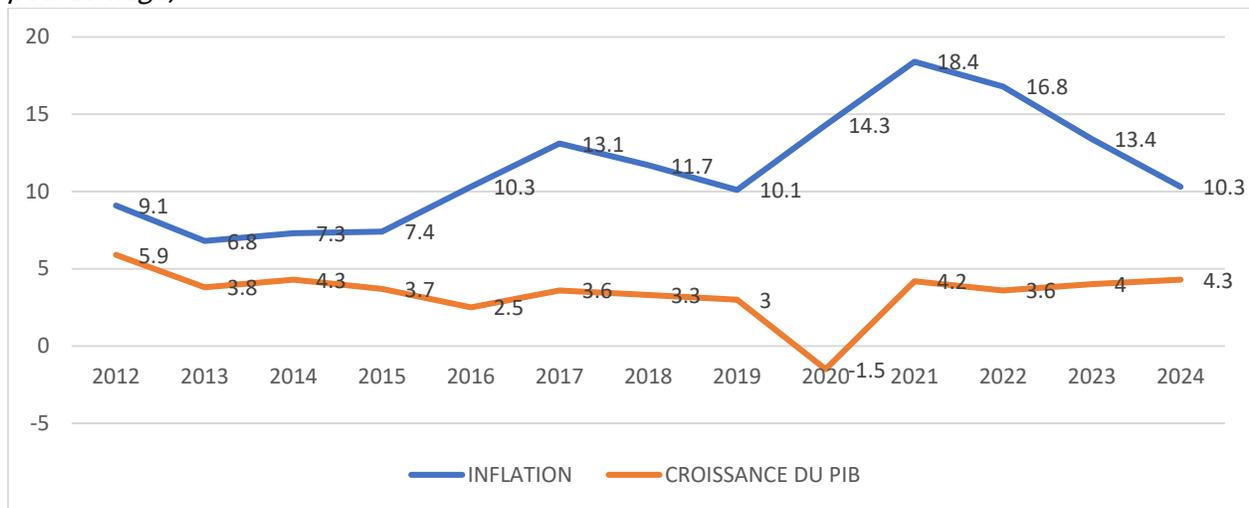
2. Les principaux partenaires commerciaux des pays d'Afrique de l'Ouest, y compris la zone euro, les États-Unis et la Chine, enregistrent un ralentissement de leur croissance. Les prévisions de croissance pour les pays avancés passent de 2,7 % en 2022 à 1,5 % en 2023 puis à 1,4 % en 2024. L'économie de l'Union européenne a été fortement affectée par les perturbations de l'approvisionnement en énergie, en raison de sa forte dépendance à l'égard des combustibles fossiles russes, ce qui continue d'alimenter la pression inflationniste. La décélération de la croissance aux États-Unis, estimée à 1,8 % en 2023 par rapport à 2,1 % en 2022, affaiblit la demande mondiale. La politique monétaire stricte, qui se traduit par des taux d'intérêt plus élevés pour contenir les pressions inflationnistes, a contribué à la lenteur de la croissance observée au cours de la période examinée. La croissance en Chine est estimée à 5,2 % en 2023, soit une reprise par rapport à la croissance de 3 % observée en 2022.
3. Suite à la hausse des prix de l'énergie, des denrées alimentaires et des matières premières, l'inflation globale mondiale a atteint un pic historique de 8,7 % en 2022, mais elle devrait repasser à 6,8 % en 2023 puis à 5,2 % en 2024. Cette évolution s'explique par la hausse des taux directeurs des banques centrales pour lutter contre l'inflation.

La croissance économique en Afrique a repris à 4,2 % en 2021 avant de ralentir à 3,6 % en 2022, en raison des effets prolongés des multiples crises survenues récemment, à savoir la pandémie de COVID-19, la guerre en Ukraine et le changement climatique. Cette performance reste bien en deçà de l'objectif de croissance économique de 7,0 % fixé par l'objectif de développement durable pour les pays les moins avancés (objectif de développement durable 8.1)¹. Le continent est confronté à des défis structurels, tels que le changement climatique, l'insécurité, la gouvernance, la concentration économique et les tendances démographiques, qui sont autant d'obstacles à la reprise économique. La guerre en Ukraine en particulier a eu pour effet de prolonger les fortes hausses des prix de l'énergie, des denrées alimentaires et des intrants agricoles, et d'exacerber la pression inflationniste sur le continent. Le taux d'inflation moyen

¹ 33 des 46 pays les moins avancés se trouvent en Afrique

s'est maintenu à un niveau à deux chiffres depuis 2016 et a fortement augmenté pour atteindre 18,4 % en 2021 avant de baisser à 16,8 % en 2022 puis à 13,4 % en 2023. L'inflation devrait continuer à baisser pour atteindre une moyenne de 10,3 % en 2024 (figure 2). En outre, les menaces croissantes d'insécurité et de crises politiques en Afrique, en particulier dans la zone du Sahel et dans des pays comme le Soudan et la Libye, affaiblissent les performances économiques et compromettent les chances de parvenir à un développement durable d'ici à 2030.

Figure 2: Tendances récentes de la croissance économique et de l'inflation en Afrique (en pourcentage)



Source : Calculs de la CEA à partir des données des *Perspectives de l'économie mondiale*, avril 2023, du FMI et des données du pays.

1.2 Tendances des prix internationaux de certains produits de base

4. L'Afrique de l'Ouest est dotée de ressources minières et agricoles qui constituent une part importante de ses recettes d'exportation. En termes d'énergies renouvelables, la région est également abondamment dotée en énergies solaire et éolienne. Les pays d'Afrique de l'Ouest sont classés parmi les premiers producteurs mondiaux de cacao avec la Côte d'Ivoire comme premier producteur, tandis que le Nigeria et le Ghana sont respectivement les principaux producteurs de pétrole et d'or.

Bien que la sous-région ait produit 73 millions de tonnes en 2021, il existe toujours un déficit couvert par les importations à hauteur d'environ 22 millions de tonnes.

5. La hausse des prix des produits de base, en particulier de l'énergie et des métaux, devrait profiter aux exportateurs d'énergie et de minéraux, mais les importateurs nets d'énergie de la région doivent faire face à une facture d'importation de carburant beaucoup plus élevée, ce qui réduit leur marge de manœuvre budgétaire. En outre, la volatilité à la hausse des prix des denrées alimentaires et des engrais constitue un risque socio-économique majeur pour les pays d'Afrique de l'Ouest, qui sont des importateurs nets de produits alimentaires et d'engrais. L'insécurité, les

changements climatiques et les chocs économiques affectent la sécurité alimentaire des ménages, notamment par une baisse de la production, en particulier dans les zones sujettes à l'insécurité, tandis que l'accès aux marchés agricoles est affecté par la contrainte de la hausse des prix des denrées de base, la réduction du pouvoir d'achat et le dysfonctionnement du marché dans les zones touchées par l'insécurité.

6. Le Ghana, le Burkina Faso et le Mali sont les principaux producteurs d'or de la région ; qui a vu son prix moyen fluctuer pour atteindre 1800 USD/l'once en 2021. En raison de la crise en Ukraine, le prix de l'or a atteint un pic de 1947,8 USD/l'once en mars 2022, puis a lentement baissé jusqu'à 1 859,90 USD/l'once en juillet 2023. Néanmoins, le prix de l'or se maintient au-dessus de 1600 USD, ce qui n'a jamais été le cas depuis mars 2013. Cette tendance du prix de l'or se reflète dans la tendance de l'indice des prix des métaux au cours de la même période (figures 3 et 4).

Figure 3 : Évolution du prix de l'or (\$/toz)

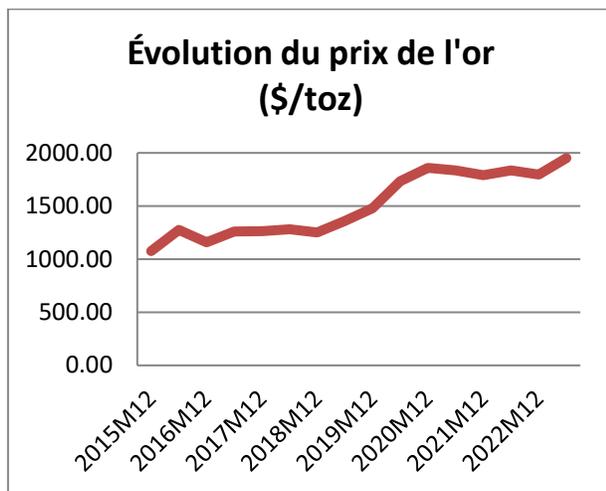
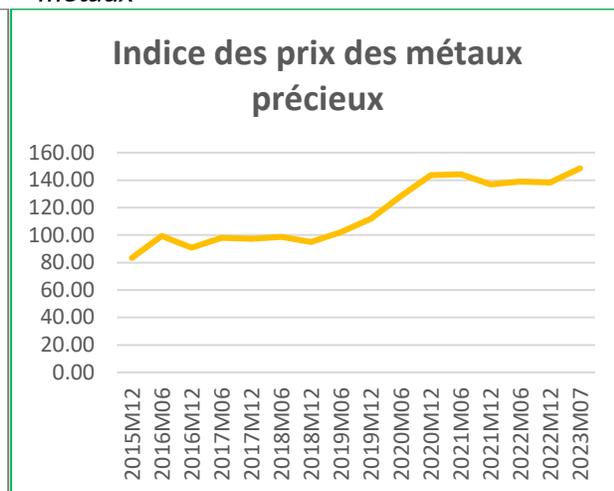


Figure 4 : Évolution de l'indice des prix des métaux précieux



Source : Banque mondiale, *Commodity Price Data (The Pink Sheet)*, juillet 2023

7. L'indice des prix de l'énergie (charbon, pétrole brut et gaz naturel) a été très volatil au cours de la période 2020-2022. L'indice a atteint son niveau le plus élevé en juin 2022 en raison des effets combinés de la reprise économique de 2021 et de la guerre en Ukraine. En juillet 2023, l'indice des prix de l'énergie connaît une légère baisse pour atteindre son niveau de décembre 2021.
8. En Afrique de l'Ouest, le Nigeria, le Ghana, la Côte d'Ivoire et le Niger sont les principaux producteurs de pétrole. Le prix du pétrole a été négativement impacté par la baisse de la demande mondiale en 2020 liée à la pandémie de COVID-19 et s'est maintenu à 39,50 USD/le baril en juin 2020. Le prix du pétrole a fortement augmenté en 2021 sous l'effet de la reprise de l'économie mondiale et a atteint 72,87 USD/le baril en décembre 2021. Les perturbations causées principalement par la guerre en Ukraine ont exacerbé le prix du pétrole qui a franchi le seuil des 100,0 USD/le baril avec un pic à 116,8 USD en juin 2022 avant de redescendre à 78,07 USD en décembre 2022. Le prix du pétrole est resté stable jusqu'à présent puisqu'il s'élevait à 79,0 USD en juillet 2023 (Figure 5).

Figure 5: Évolution du prix du pétrole brut (\$ par baril)

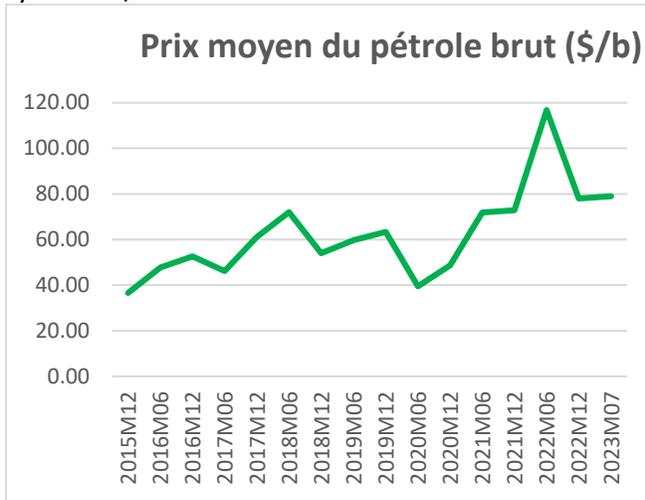
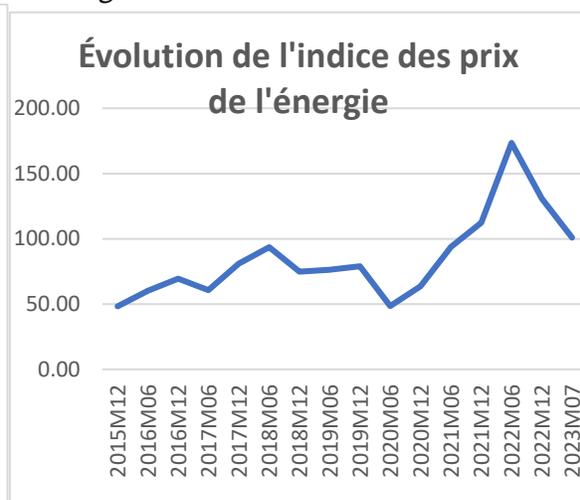


Figure 6: Évolution de l'indice des prix de l'énergie



Source : Banque mondiale, *Commodity Price Data (The Pink Sheet)*, juillet 2023.

9. Le coton et le cacao constituent les deux principaux produits agricoles de la région. Le Bénin, le Burkina Faso et le Mali sont les plus grands producteurs de coton de la région, tandis que la Côte d'Ivoire et le Ghana sont classés parmi les premiers producteurs mondiaux de cacao. La situation macroéconomique peu prometteuse et la demande mondiale ont entraîné une baisse de l'indice des prix du coton et une timide augmentation des prix du cacao (figures 7 et 8).

Figure 7 : Évolution du prix du coton, indice A (\$/kg)

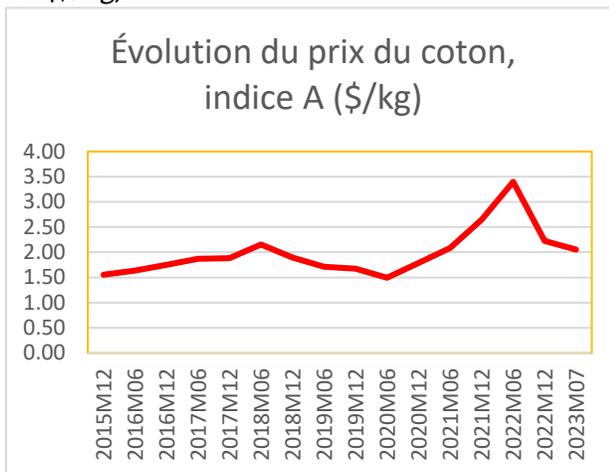
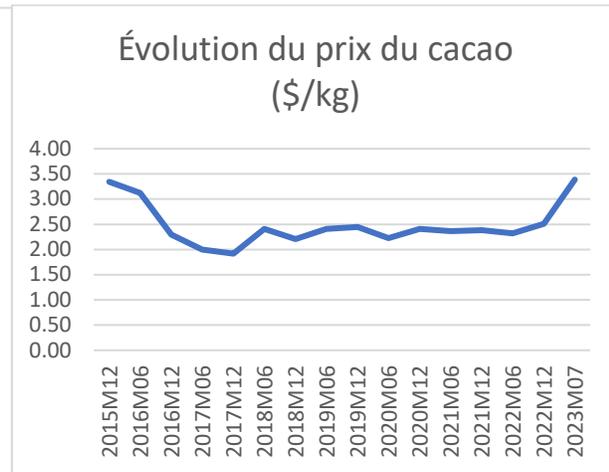


Figure 8 : Évolution du prix du cacao (\$/kg)



Source : Banque mondiale, *Commodity Price Data (The Pink Sheet)*, juillet 2023

10. Les prix des denrées alimentaires et des engrais ont tous deux atteint leur niveau le plus élevé en juin 2022, soit 151,50 et 252,9, respectivement (figures 9 et 10). Le prix des denrées alimentaires a augmenté de 56 % entre décembre 2015 et juillet 2023. Au cours de la même période, l'indice des prix des engrais est passé de 96,25 en décembre 2015 à 145,65 en juillet 2023, ce qui représente une augmentation de 51 %.

Figure 9: Évolution de l'indice des prix des engrais

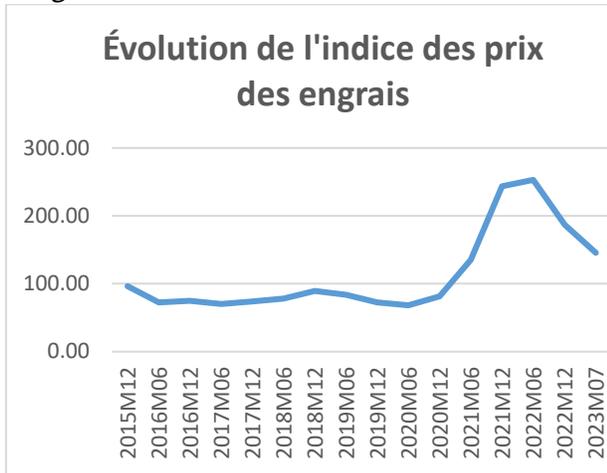
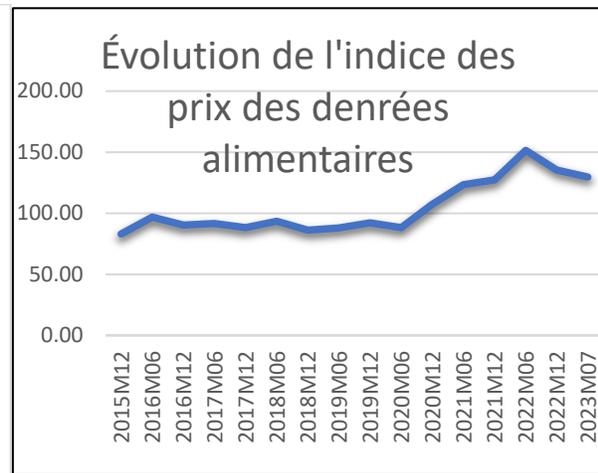


Figure 10: Évolution de l'indice des prix des denrées alimentaires



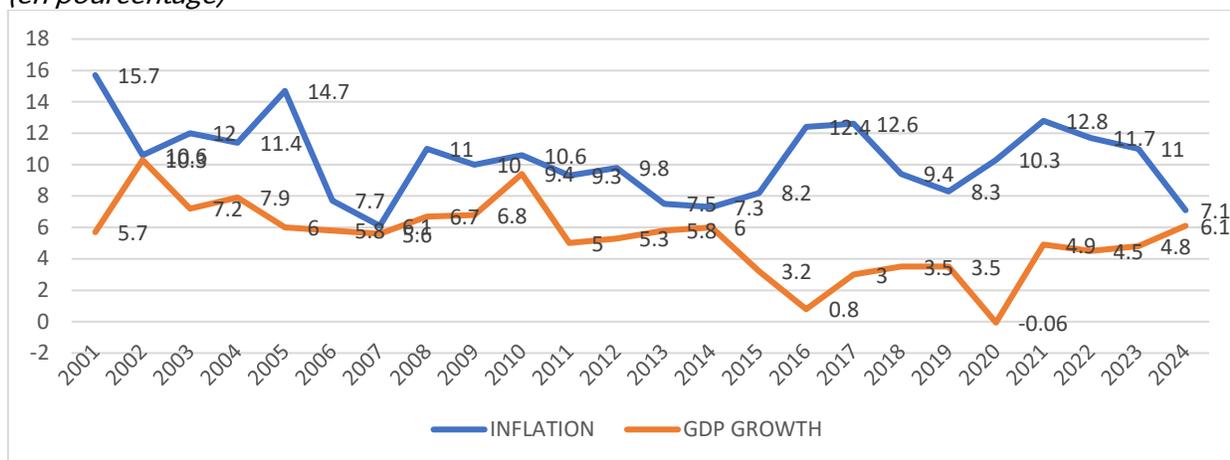
Source : Banque mondiale, *Commodity Price Data (The Pink Sheet)*, juillet 2023

II. Économie de l'Afrique de l'Ouest en 2023 et perspectives

2.1 Dynamique de la croissance et de l'inflation au niveau sous-régional

11. La performance économique de l'Afrique de l'Ouest reste faible, la croissance ayant repris lentement en 2021, à 4,4 %, après la baisse de 0,6 % enregistrée en 2020, en raison de l'effet préjudiciable de la pandémie de COVID-19 sur l'économie. La crise de la guerre en Ukraine qui a suivi a davantage détérioré les perspectives de croissance de la sous-région par son impact sur la demande mondiale et sur les prix des produits de base, des denrées alimentaires et des engrais. Le taux de croissance du PIB de la région s'est établi à 4,5 % en 2022 et devrait augmenter légèrement pour atteindre 4,8 % en 2023 puis 6,1 % en 2024. Ces dernières années, l'Afrique de l'Ouest a été confrontée à des problèmes géopolitiques tels que la gouvernance et le terrorisme.

Figure 11 : Tendances récentes de la croissance économique et de l'inflation en Afrique de l'Ouest (en pourcentage)



Source : Calculs de la CEA à partir des données des *Perspectives de l'économie mondiale*, avril 2023, du FMI et des données des pays.

12. Le taux d'inflation moyen en Afrique de l'Ouest a dépassé les deux chiffres à partir de 2021, avec un taux d'inflation moyen de 10,3 % et de 12,8 % en 2022 (tableau 1). Cette dynamique a été exacerbée dans tous les pays de la région par l'impact de la guerre en Ukraine sur les prix de l'énergie et des denrées alimentaires. Le taux d'inflation moyen devrait légèrement baisser à 11,0 % en 2023 et retrouver un niveau à un chiffre à 7,1 % en 2024. Dans les États membres de l'UEMOA, l'inflation devrait atteindre 4,7 % en moyenne en 2023 contre 7,2 % en moyenne en 2022, ce qui est supérieur au taux de convergence communautaire de 3,0 %. Selon le rapport 2022 de la Zone monétaire de l'Afrique de l'Ouest (ZMAO) sur l'évolution macroéconomique et la convergence, le taux d'inflation moyen dans les pays de la ZMAO était de 19,7 % en 2022 et les pressions inflationnistes persisteraient en 2023, principalement en raison de l'augmentation des prix des denrées alimentaires et des carburants.

Tableau 1: Inflation et croissance économique en Afrique de l'Ouest, en pourcentage

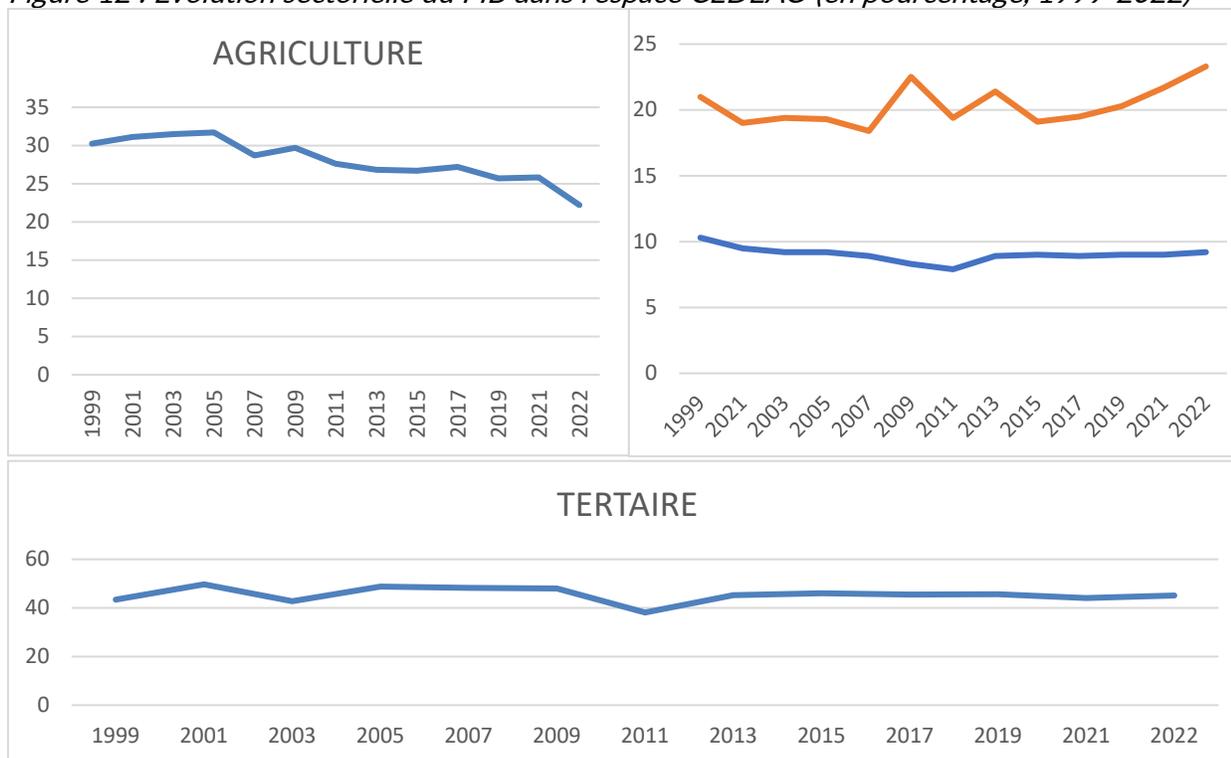
	Inflation, en pourcentage					Croissance du PIB, en pourcentage				
	Estimations			Projections		Estimations			Projections	
	2020	2021	2022	2023	2024	2020	2021	2022	2023	2024
Bénin	3,0	1,7	5,0	3,0	2,0	3,8	7,2	5,7	6,0	5,9
Burkina Faso	1,9	3,9	14,2	1,5	2,3	1,9	6,9	4,5	4,9	5,9
Cabo Verde	0,6	1,9	6,5	4,5	2,0	-14,8	7,0	4,0	4,4	5,4
Côte d'Ivoire	2,4	4,2	5,5	3,7	1,8	2,0	6,7	6,4	6,2	6,6
Gambie	5,9	7,4	11,3	11,3	8,7	0,6	4,3	5,0	5,6	6,3
Ghana	9,9	10,0	27,2	45,4	22,2	0,5	5,4	3,6	1,6	2,9
Guinée	10,6	12,6	12,7	8,1	7,5	4,9	3,8	4,6	7,6	5,7
Guinée-Bissau	1,5	3,3	5,5	11,3	3,0				4,5	
Libéria	17,0	7,8	6,9	6,9	5,9	-3,0	5,0	3,7	4,3	5,5
Mali	0,5	3,8	8,0	5,0	2,8	-1,2	3,1	3,8	5,0	5,1
Niger	2,9	3,8	4,5	2,8	2,5	3,6	1,3	6,6	6,1	13
Nigéria	13,2	17,0	18,9	20,1	15,8	-1,8	3,6	3,2	3,2	3,0
Sénégal	2,5	2,2	7,5	5,0	1,9	1,3	6,1	4,8	8,3	10,6
Sierra Leone	13,4	11,9	25,9	37,8	25,9	-2,0	4,1	2,4	3,1	4,8
Togo	1,8	4,3	7,6	5,3	2,9	1,8	5,3	4,5	5,5	5,5
CEDEAO	8,3	10,3	12,8	11,0	7,1	-0,06	4,9	4,5	4,8	6,1

Source : CEA, sur la base des *Perspectives de l'économie mondiale*, avril 2023

2.2 Structure de production

13. L'économie de l'Afrique de l'Ouest est dominée par les secteurs primaire (agriculture) et tertiaire, qui combinés représentaient 77,3 % du PIB en 2022. Le secteur tertiaire représente la part la plus importante de l'économie, soit 45,1 % en 2022, suivi du secteur secondaire (23,3 %) et de l'agriculture (22,2 %). Le secteur secondaire repose principalement sur l'industrie extractive, tandis que la part de l'industrie manufacturière, moteur essentiel de l'industrialisation et de la transformation structurelle, s'élevait à 9,2 % du PIB en 2022.

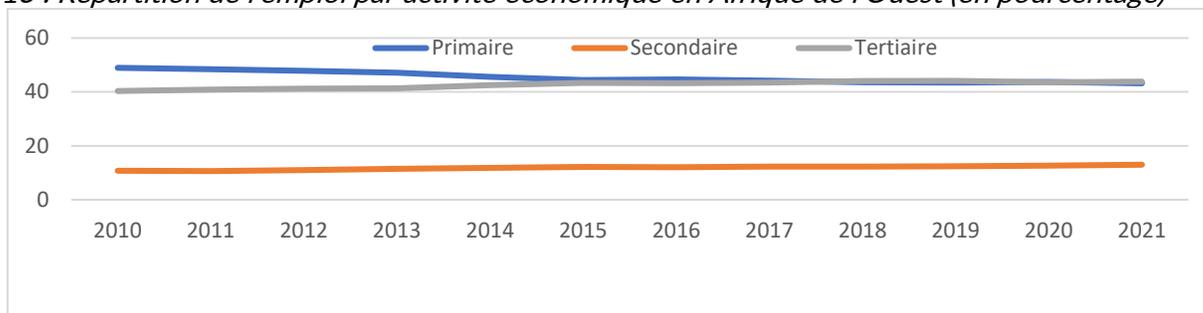
Figure 12 : Évolution sectorielle du PIB dans l'espace CEDEAO (en pourcentage, 1999-2022)



Source : CEA, établie à partir de la base de données de la Banque mondiale

14. L'évolution de la structure de production en Afrique de l'Ouest indique un passage des industries agricoles et manufacturières vers une industrie de services. La production agricole reste insuffisante pour répondre au défi croissant de l'insécurité alimentaire dans la région. Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO, 2023), 42,5 millions de personnes, un nombre sans précédent, devraient se retrouver en situation d'insécurité alimentaire aiguë pendant la période de soudure (juin-août 2023), par rapport à 38,3 millions de personnes en 2022. L'insécurité alimentaire a été exacerbée par la crise entre l'Ukraine et la Russie, l'instabilité politique et les conflits, ainsi que par les prix élevés des denrées alimentaires qui, combinés, ont aggravé la situation macroéconomique de la région.
15. La répartition de l'emploi par activité économique a été marquée par le basculement de la main-d'œuvre du secteur agricole vers le secteur tertiaire, qui comprend principalement l'économie informelle des services urbains. En 2021, la répartition était de 43,7 % pour le secteur primaire (agriculture), 13,0 % pour le secteur secondaire et 43,8 % pour le secteur tertiaire (figure 13). Outre ces facteurs, d'autres facteurs contextuels affectent la sécurité alimentaire des ménages au Sahel et en Afrique de l'Ouest. Il s'agit principalement de l'insécurité et des conflits, qui entraînent des déplacements forcés de population, des chocs climatiques et économiques régionaux et mondiaux, et des effets de la crise russo-ukrainienne. Ces facteurs ont un impact négatif faible à moyen sur les tendances de la consommation alimentaire et des moyens de subsistance, tant pour la période actuelle que pour la période couverte par les projections. Dans certaines régions du Burkina Faso, du Mali et du Niger, les impacts négatifs sont importants. Il convient également de noter que le sentiment d'insécurité des agriculteurs les empêche de s'engager pleinement dans les activités agricoles.

Figure 13 : Répartition de l'emploi par activité économique en Afrique de l'Ouest (en pourcentage)



Source : Calculs de la CEA, à partir de la base de données d'ILOSTAT

2.3 Commerce et comptes courants

16. Le compte courant de la région s'est détérioré, passant de -1,7 % du PIB en 2021 à -7,0 % du PIB en 2022. Tous les pays de la région ont connu un déficit du compte courant en 2022. Quatre pays (Gambie, Libéria, Niger et Sénégal) ont connu des déficits du compte courant supérieurs à 10 % du PIB en 2022.

Tableau 2: Déficits du compte courant (en pourcentage du PIB)

	2018	2019	2020	2021	2022
Bénin	-4,6	-4,0	-1,7	-3,1	-3,9
Burkina Faso	-4,1	-3,3	4,3	-1,4	-3,0
Cabo Verde	-5,1	0,3	-16,6	-13,1	-6,2
Côte d'Ivoire	-3,9	-2,3	-3,2	-4,3	-6,0
Gambie	-8,1	-2,1	-4,7	-4,6	-11,2
Ghana	-3,0	-2,7	-3,1	-3,3	-2,7
Guinée	-1,6	-2,3	17,6	26,3	-5,6
Guinée-Bissau	-3,6	-8,8	-2,6	-5,6	-4,4
Libéria	-25,6	-41,8	-12,5	-24,6	-16,4
Mali	-5,7	-4,8	-3,3	-3,6	-6,7
Niger	-12,6	-12,2	-13,2	-11,6	-14,0
Nigéria	1,5	-3,3	-4,0	-0,8	-0,2
Sénégal	-9,6	-8,0	-9,3	-10,2	-11,3
Sierra Leone	-12,4	-14,3	-6,8	-12,3	-7,7
Togo	-2,6	-0,8	-0,3	-0,1	-6,2
CEDEAO	-0,9	-3,7	-3,5	-1,7	-7,0

Source : CEA, sur la base des données UNCTADStat et des *Perspectives économiques en Afrique 2023* de la BAD

La contribution de l'Afrique au commerce mondial reste très faible avec une part des exportations de marchandises de 2,6 pour cent et des importations de 2,8 pour cent, respectivement, en 2022. La contribution de l'Afrique de l'Ouest au commerce africain est de 20 pour cent², en dessous de sa contribution au PIB de la production du continent estimée à 26,5³ pour cent. Les pays ayant le volume global d'échanges le plus élevé en Afrique de l'Ouest sont le Nigeria, la Côte d'Ivoire, le Ghana et la Guinée, représentant environ 80 pour cent des exportations de l'Afrique de l'Ouest.

Les échanges commerciaux intra-CEDEAO et intra-africains devraient augmenter dans le cadre de la mise en œuvre de l'accord de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA). À cet égard, les pays d'Afrique de l'Ouest se sont très tôt engagés à élaborer et adopter des stratégies nationales en faveur de la ZLECA. En

² UNECA, SRO WA, Évaluation de l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest, juin 2023

³ UNECA, SRO WA, CIHFE 2021, Note conceptuelle

septembre 2023, 13 des 15 États membres de la CEDEAO et de l'UEMOA ont élaboré de telles stratégies. Ces stratégies sont en cours de mise en œuvre avec l'appui effectif de la CEA et des partenaires au développement, en particulier la SIFC/BID, le CIR/OMC, l'UE et le PNUD.

2.4 Finances publiques

17. Le déficit budgétaire moyen de l'économie de l'Afrique de l'Ouest s'est légèrement amélioré, passant de 6,5 % en 2020 à 6,3 % en 2022. Dans l'ensemble, le déficit budgétaire s'est amélioré dans tous les pays. Seules la Gambie et la Guinée ont satisfait aux critères de convergence communautaire, à savoir un déficit budgétaire inférieur à 3,0 % en 2023. Les déficits budgétaires du Burkina Faso, du Ghana, du Liberia, du Niger, du Nigeria, du Sénégal, de la Sierra Leone et du Togo ont franchi le seuil des 5,0 % du PIB en 2023, ce qui suggère une réduction considérable de la marge de manœuvre budgétaire des pays pour faire face aux investissements socio-économiques dans un contexte de crises multiples et d'exigences sociales croissantes.
18. Bien que le ratio moyen dette publique/PIB soit resté inférieur au critère de convergence communautaire de 70 %, il a augmenté de 23,2 points de pourcentage entre 2020 et 2023. En outre, six pays n'ont pas satisfait au critère de convergence du ratio dette/PIB en 2022, à savoir le Cabo Verde, la Gambie, le Ghana, la Guinée-Bissau, le Sénégal et la Sierra Leone (tableau 3). Cette situation met en évidence les problèmes de viabilité de la dette dans la région de l'Afrique de l'Ouest, avec en particulier le Ghana soumis à des tensions liées à l'endettement et la Gambie et la Sierra Leone courant un risque élevé d'être confrontés à la même situation. Il n'existe cependant pas de réponse cohérente à l'échelle mondiale au problème croissant de la dette, frappant en particulier les pays en développement.

Tableau 3: Solde budgétaire et dette en Afrique de l'Ouest

Solde budgétaire global (pourcentage du PIB)					Ratio dette publique/PIB (en pourcentage)			
	2020	2021	2022	2023	2020	2021	2022	2023
Bénin	-4,7	-5,7	-5,6	-4,3	46,1	49,9	52,4	52,8
Burkina Faso	-5,7	-6,4	-10,4	-7,8	46,4	52,4	54,3	58,0
Cabo Verde	-9,1	-7,3	-4,5	-5,0	145,1	142,3	127,4	120,2
Côte d'Ivoire	-5,6	-5,0	-6,7	-5,1	47,6	52,1	56,8	63,3
Gambie	-2,2	-4,6	-4,8	-2,7	85,9	83,8	84	73,0
Ghana	-15,3	-11,4	-9,9	-7,3	79,1	82,1	88,8	98,7
Guinée	-3,1	-1,7	-0,7	-2,3	47,5	42,5	33,4	30,0
Guinée-Bissau				-3,8				
	-9,6	-5,7	-5,5		76,5	78,5	79,5	76,5
Libéria	-3,8	-2,4	-6,9	-4,9	58,7	53,2	55,4	57,1
Mali	-5,4	-5,0	-4,8	-4,8	47,3	51,9	53,2	54,1
Niger	-5,3	-5,9	-6,8	-5,3	45,0	51,2	51,1	52,5
				-5,3				
Nigéria	-5,6	-6,0	-5,5		34,5	36,6	38	38,8
Sénégal	-6,4	-6,3	-6,1	-4,9	69,2	73,2	75	73,1
Sierra Leone	-5,8	-7,3	-10,9	-6,2	76,3	79,3	98,8	92,2
Togo	-6,9	-6,0	-7,3	-6,1	60,3	63,7	68	68,5
CEDEAO	-6,5	-6,4	-6,3	-5,1	44,0	47,2	67,7	67,2

Source : CEA sur la base des *Perspectives de l'économie mondiale*, juillet 2023 du FMI

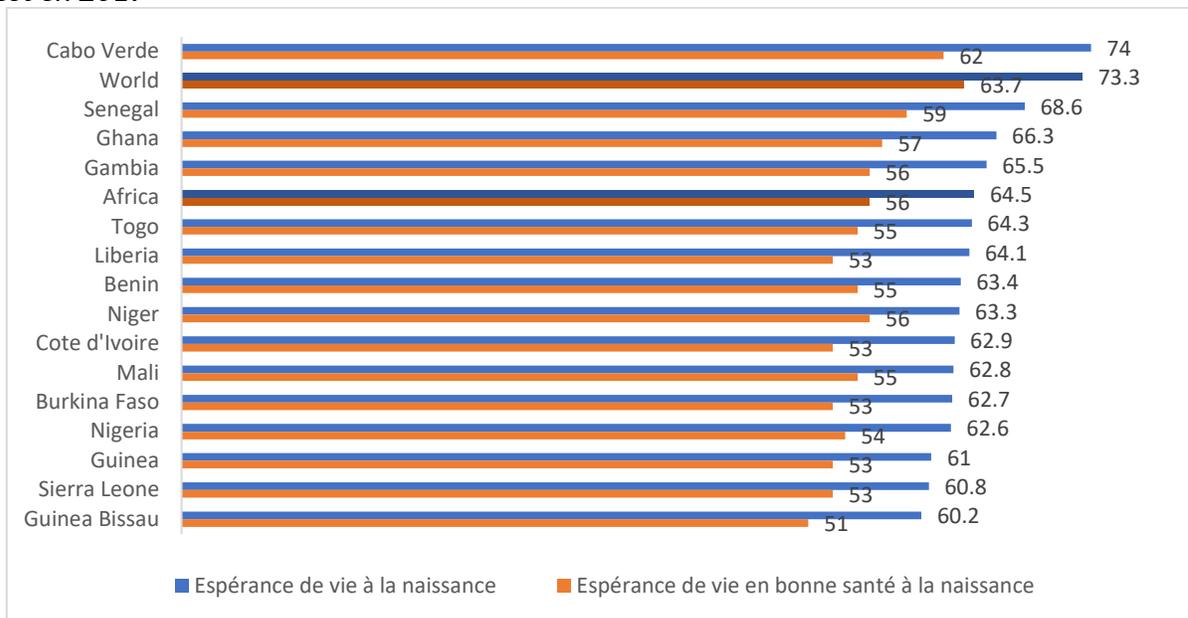
Analyse de certains enjeux sociaux en Afrique de l'Ouest

Les enjeux sociaux et économiques sont étroitement liés, étant donné que la situation économique et la marge de manœuvre budgétaire influent sur la disponibilité des ressources destinées à l'investissement. Les indicateurs sélectionnés - santé, éducation, emploi, pauvreté et parité entre les sexes⁴ - sont essentiels pour progresser vers les objectifs de développement social à l'horizon 2030, susceptibles de ne pas être atteints, et pour exploiter le dividende démographique de la région.

3.1 Situation sanitaire

19. La santé est une dimension essentielle du capital humain. En termes d'espérance de vie et d'espérance de vie en bonne santé, il existe une grande disparité entre les pays d'Afrique de l'Ouest. En 2019, l'espérance de vie à la naissance en Afrique de l'Ouest variait de 60,2 ans en Guinée-Bissau à 74 ans au Cabo Verde (figure 1), ce dernier étant au-dessus de la moyenne mondiale (73,3 ans). Seuls quatre pays (Cabo Verde, Sénégal, Ghana et Gambie) ont une espérance de vie supérieure à la moyenne africaine (64,5 ans). En 2019, l'espérance de vie en bonne santé à la naissance se situait entre 51 ans en Guinée-Bissau et 62 ans au Cabo Verde, soit une différence de onze ans.

Figure 14 : Espérance de vie et espérance de vie en bonne santé à la naissance en Afrique de l'Ouest en 2019

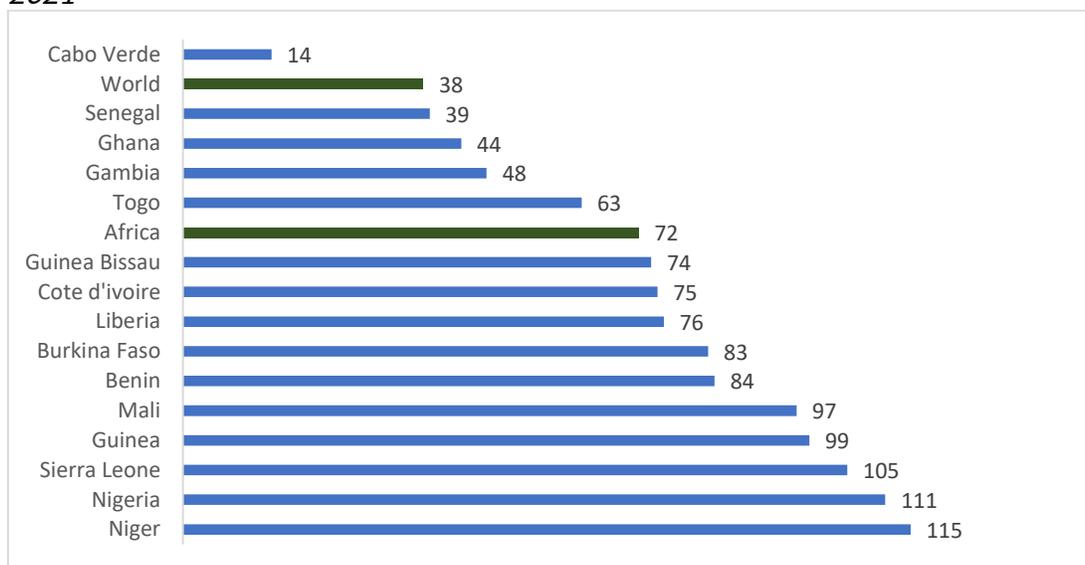


Source : Élaboré par la CEA sur la base du *Rapport des Statistiques sanitaires mondiales 2023*, consulté en août 2023

⁴ Les données relatives à l'Afrique et au monde sont utilisées à des fins de comparaison lorsqu'elles sont disponibles, et ces données sont mises en évidence dans les graphiques par des couleurs différentes.

20. En ce qui concerne le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans en 2021, le Cabo Verde avait le taux le plus bas (14), tandis que le Niger détenait le taux le plus élevé de la région avec 115 décès pour 1000 naissances vivantes (figure 2). Cinq pays (Cabo Verde, Sénégal, Gambie, Ghana et Togo) ont un taux inférieur à la moyenne africaine (72 décès). À l'exception du Cabo Verde, tous les pays de la région sont loin d'atteindre la cible 3.2 de l'objectif de développement durable (ODD) visant à réduire la mortalité des enfants de moins de 5 ans à 25 pour 1000 naissances vivantes. Pour atteindre cet objectif, 60 % des pays d'Afrique de l'Ouest doivent réduire d'un tiers leur taux actuel. La montée en flèche de l'insécurité dans la région peut entraver les progrès accomplis dans ce domaine. Selon le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), les opérations menées par des groupes armés, des extrémistes violents et des réseaux criminels ont entraîné la fermeture d'environ 7 000 centres de santé en Afrique de l'Ouest et au Sahel⁵.

Figure 15 : Mortalité des moins de 5 ans pour 1000 naissances vivantes en Afrique de l'Ouest en 2021

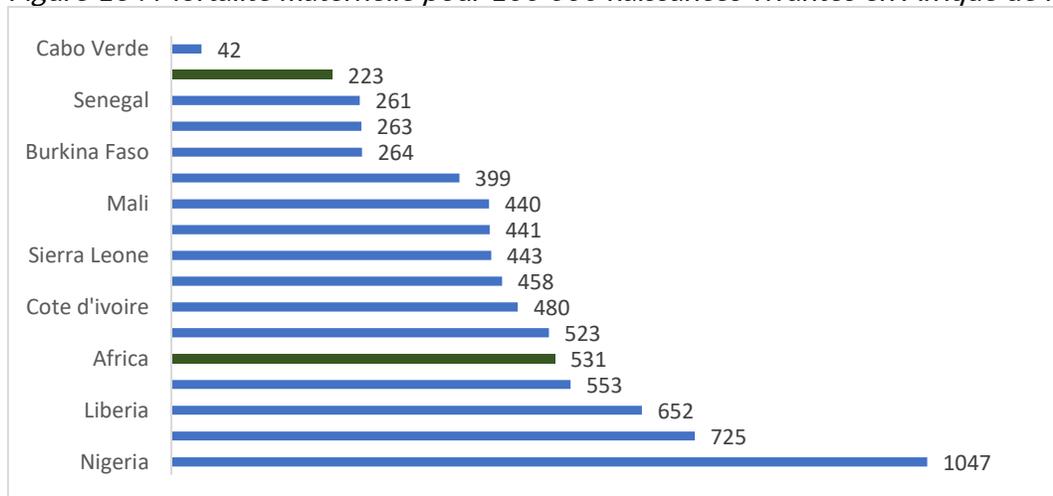


Source : Élaboré par la CEA sur la base du *Rapport annuel des Statistiques sanitaires mondiales*, consulté en août 2023

21. La cible 3.1 de l'ODD 3 consiste à réduire le taux de mortalité maternelle à moins de 70 pour 100 000 naissances vivantes d'ici à 2030. Bien que les deux tiers des pays d'Afrique de l'Ouest aient un taux inférieur à la moyenne africaine (531), ils sont loin d'atteindre cet objectif, et les chiffres en 2020 varient de 42 décès pour 100 000 naissances vivantes au Cabo Verde à 1 047 au Nigeria (figure 3). Le Cabo Verde est le seul pays d'Afrique de l'Ouest à avoir déjà atteint la cible. Le Sénégal, qui avait le deuxième taux le plus bas de la région en 2020, doit encore réduire de plus d'un tiers son taux actuel.

⁵ Actualités de l'ONU. Insécurité « sans précédent » en Afrique de l'Ouest et au Sahel, selon le Conseil de sécurité. 10 janvier 2023.

Figure 16 : Mortalité maternelle pour 100 000 naissances vivantes en Afrique de l'Ouest en 2020



Source : Élaboré par la CEA sur la base du *Rapport des Statistiques sanitaires mondiales*, consulté en août 2023

22. L'accès à un service d'alimentation en eau potable géré en toute sécurité (ODD 6.1.1) et à des services d'assainissement gérés en toute sécurité, ainsi qu'à des installations permettant de se laver les mains avec de l'eau et du savon (ODD 6.2.1 a, b), est essentiel pour améliorer la qualité de vie, prévenir les maladies et faire progresser le développement. L'Afrique de l'Ouest est à la traîne dans la réalisation de ces deux ODD, en particulier en ce qui concerne l'assainissement. En 2020, seuls deux pays (Cabo Verde et Sénégal) sur 15 comptaient plus de 50 % de la population bénéficiant de services d'assainissement gérés en toute sécurité, tandis que dans six pays (Niger, Sierra Leone, Bénin, Liberia, Guinée Bissau et Togo), moins de 20 % de la population avaient accès à ces services (figure 5). En ce qui concerne les services d'alimentation en eau potable gérés en toute sécurité en 2020, deux pays (Burkina Faso et Niger) comptaient moins de 50 % de la population y ayant accès (figure 4).

Figure 17 : Proportion de la population bénéficiant d'un service d'alimentation en eau potable géré en toute sécurité, 2020

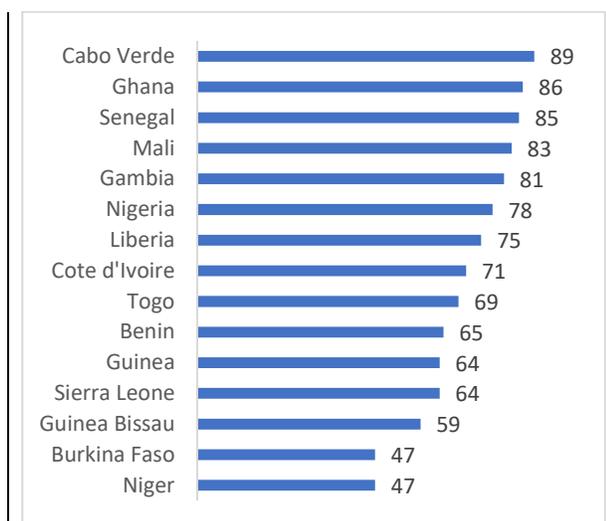
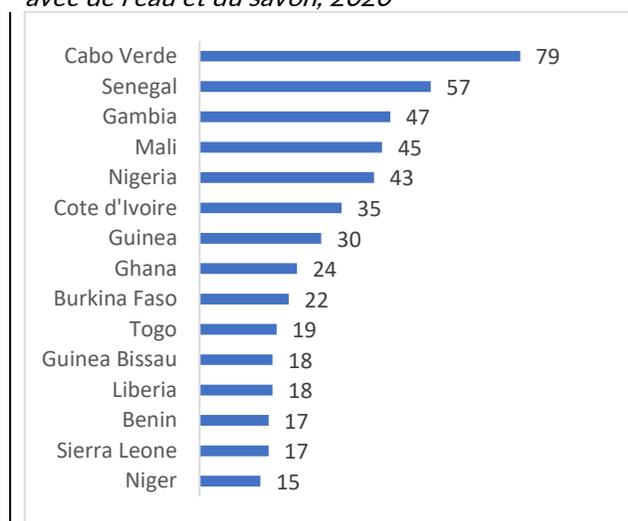


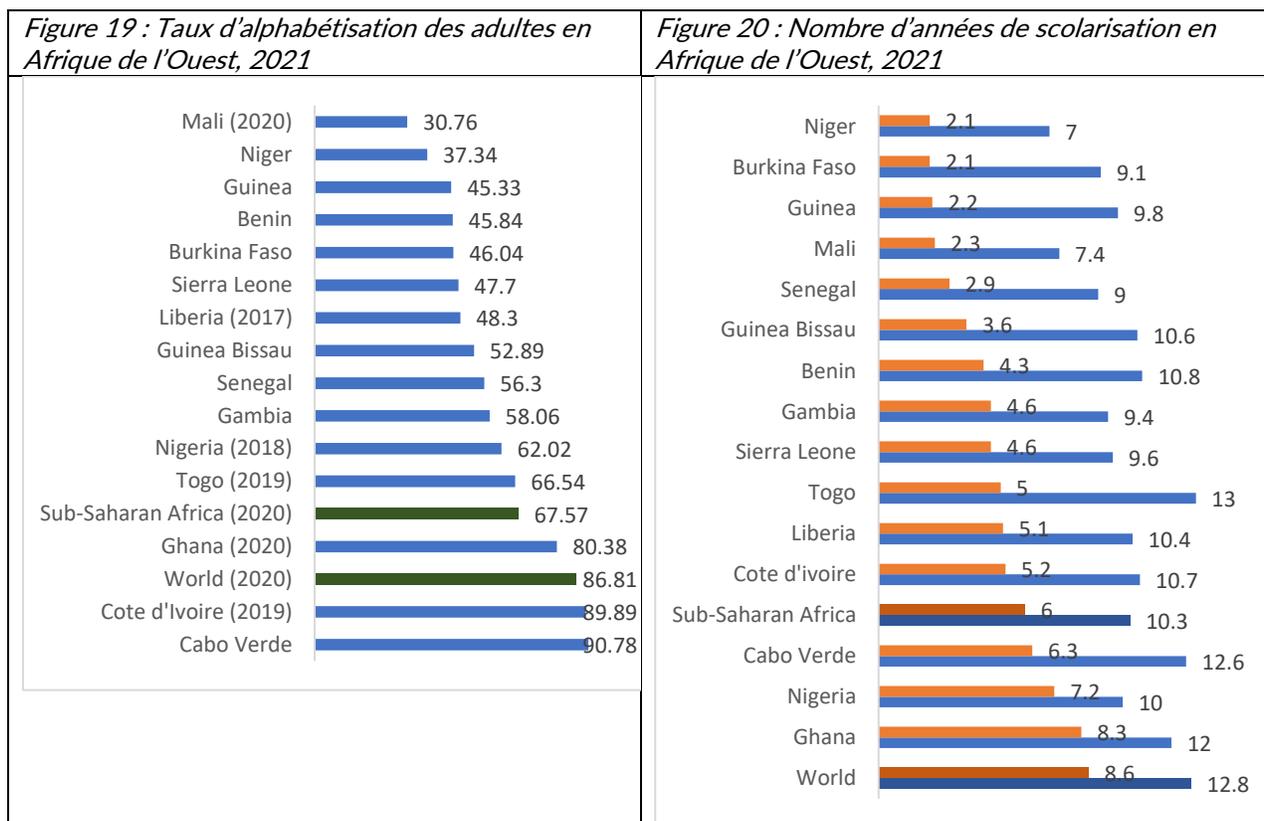
Figure 18 : Proportion de la population bénéficiant (a) de services d'assainissement gérés en toute sécurité et (b) d'un dispositif de lavage des mains avec de l'eau et du savon, 2020



Source : Élaboré par la CEA sur la base des données de l'*Atlas des statistiques sanitaires africaines 2022*

3.2 Situation de l'éducation

L'amélioration des taux d'alphabétisation fait partie des efforts visant à donner aux populations les moyens de jouer un rôle actif dans le développement en participant à la vie de la société et en améliorant l'accès au marché du travail. Il existe de grandes disparités entre les taux d'alphabétisation des adultes en Afrique de l'Ouest (figure 6). Sept pays de la région ont un taux d'alphabétisation des adultes inférieur à 50 %, avec des chiffres allant de 30,8 % au Mali (en 2020) à 90,8 % au Cabo Verde (en 2021). Seuls le Ghana, la Côte d'Ivoire et le Cabo Verde présentent des taux supérieurs à la moyenne de l'Afrique subsaharienne (67,57 % en 2020). L'Afrique de l'Ouest doit redoubler d'efforts pour atteindre la cible 4.6 de l'ODD 4, à savoir veiller à ce que tous les jeunes et une proportion considérable d'adultes, hommes et femmes, sachent lire, écrire et compter d'ici à 2030. L'insécurité a un impact considérable sur l'éducation. En février, environ 10 000 établissements scolaires étaient fermés ou non opérationnels au Burkina Faso, au Mali, au Niger et au Nigeria, à cause de manifestations de violence (Institute for Economics & Peace, 2023). Ces violences ont entraîné la fermeture de 6 134 écoles au Burkina Faso, soit une augmentation de 44 % par rapport à l'année précédente, où 4 258 écoles avaient été fermées. Près d'une école sur quatre est désormais fermée dans le pays, ce qui affecte plus d'un million d'élèves et 31 077 enseignants.



Source : Élaboré par la CEA sur la base de données provenant de l'Institut statistique de l'UNESCO, consulté en août 2023, et de données provenant du *Rapport sur le développement humain 2021/2022* du PNUD

23. L'alphabétisation et le nombre d'années de scolarisation sont des indicateurs étroitement liés, qui ont tous deux un impact profond sur les perspectives d'emploi. En 2021, le nombre moyen d'années de scolarisation variait de 2,1 au Niger et au Burkina Faso à 8,3 au Ghana (figure 7). Le nombre moyen d'années de scolarisation est inférieur à la moyenne mondiale (8,6 ans) dans tous les pays et seuls le Ghana, le Nigeria et le Cabo Verde affichent des chiffres supérieurs à la moyenne de l'Afrique subsaharienne (6 ans). Ces chiffres sont bien inférieurs au nombre d'années de scolarisation prévu dans tous les pays.

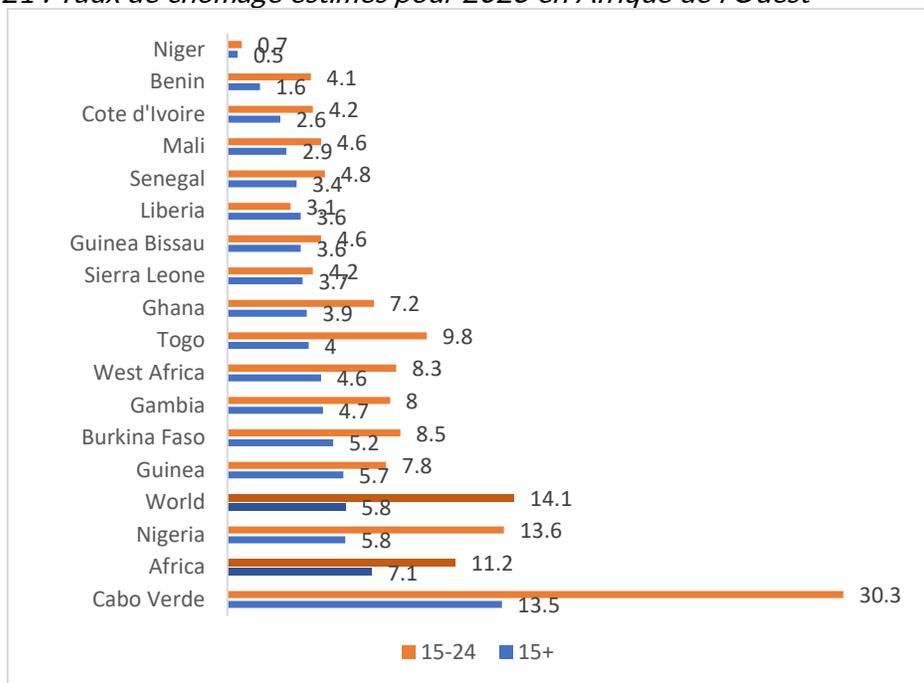
3.3 Situation de l'emploi

24. En 2023, la population en âge de travailler (15 à 64 ans) est estimée à 240,3 millions de personnes en Afrique de l'Ouest⁶. Sur ce total, la population active représente 155,1 millions de personnes, dont environ 148 millions ayant un emploi et près de 7,1 millions sans emploi. En 2023, le taux de chômage mondial est estimé à 5,8 %, tandis qu'en Afrique et en Afrique de l'Ouest, il est respectivement de 7,1 % et de 4,6 %, soit un taux pratiquement identique à celui de 2022 (figure 8). Cependant, derrière ces chiffres se cache une forte prévalence d'emplois informels et non décents.

25. Les estimations pour 2023 indiquent qu'en Afrique de l'Ouest, à l'exception du Libéria, le taux de chômage des jeunes (entre 15 et 24 ans) est plus élevé que celui de la population générale (plus de 15 ans), le taux de chômage moyen des jeunes en Afrique de l'Ouest étant estimé à 8,3 pour cent, et celui de la population générale à 4,6 pour cent. Quatre pays (Cabo Verde, Nigeria, Togo et Bénin) sur quinze ont connu un taux de chômage des jeunes plus de deux fois supérieur à celui de la population générale (figure 8). Les problèmes liés à la gouvernance et à l'instabilité ont un impact important sur la capacité de création d'emplois et il est impératif d'y remédier.

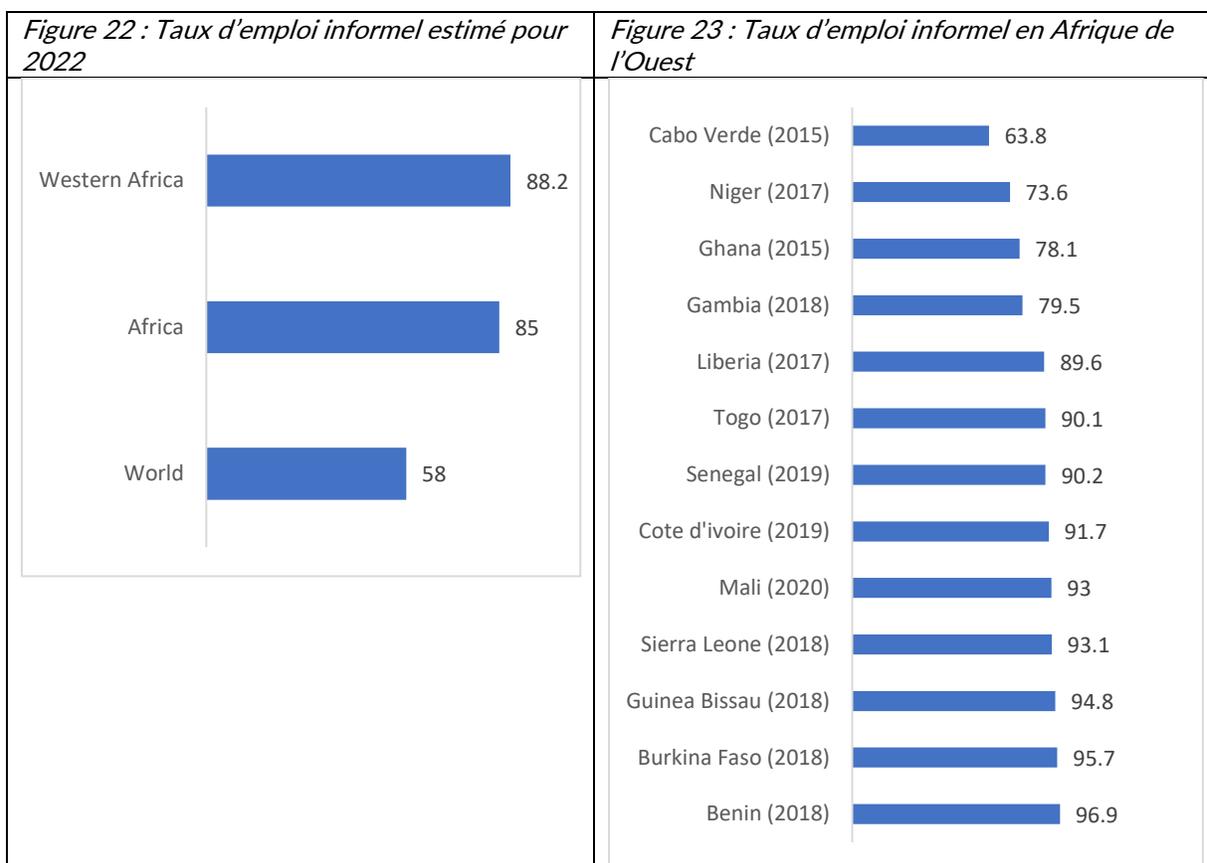
⁶ Toutes les données proviennent des estimations modélisées du BIT (ILOSTAT) de novembre 2022, consultées en août 2023.

Figure 21 : Taux de chômage estimés pour 2023 en Afrique de l'Ouest



Source : Élaboré par la CEA sur la base des données des *Estimations modélisées* de l'OIT, consultées en août 2023

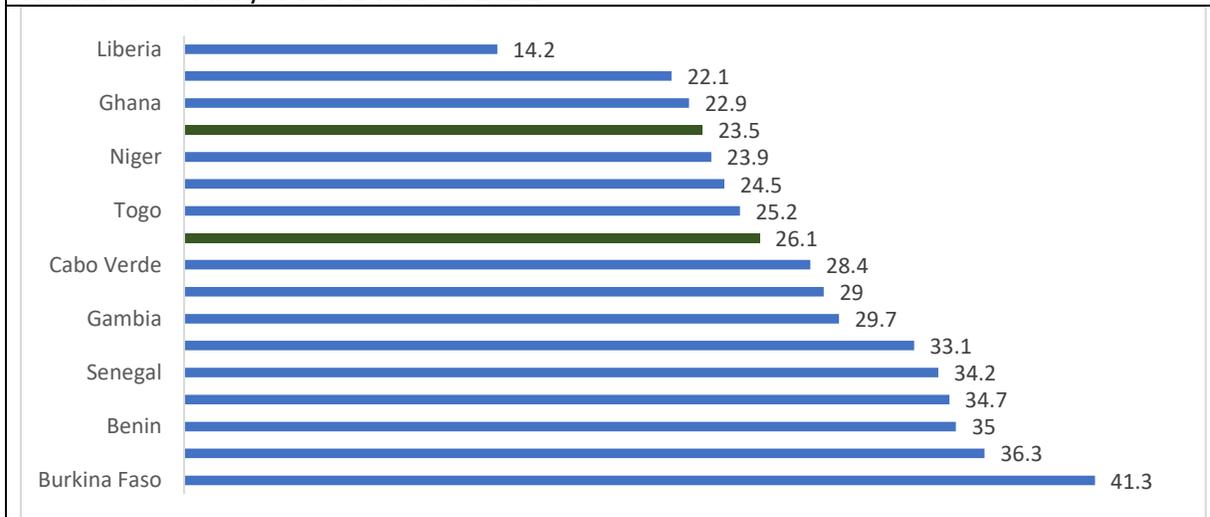
26. Le taux d'emploi informel est élevé en Afrique de l'Ouest, allant de 63,8 pour cent au Cabo Verde (2015) à 96,9 pour cent au Bénin (2018). Il est important de souligner que bien que certains pays, comme le Bénin et le Niger, présentent de faibles niveaux de chômage, tous les pays ont un taux d'emploi informel élevé (figure 10). L'Afrique de l'Ouest a un taux estimé d'emploi informel plus élevé en 2022 (88,2 pour cent) que la moyenne africaine (85 pour cent) et mondiale (58 pour cent).



Source : Élaboré par la CEA sur la base des données des *Estimations modélisées* de l'OIT, consultées en août 2023

27. L'estimation moyenne de la proportion de jeunes (entre 15 et 24 ans) sans emploi, éducation ou formation en Afrique de l'Ouest en 2022 est de 29 pour cent, comprise entre 14,2 pour cent au Libéria et 41,3 pour cent au Burkina Faso. Ce taux est supérieur aux estimations pour l'Afrique (26,1 %) et pour le monde (23,5 %). Les jeunes jouent un rôle important dans l'exploitation du dividende démographique. Par conséquent, la réduction du taux de jeunes sans emploi, éducation ou formation fait partie d'une stratégie de développement cruciale pour les pays de la région.

Figure 24 : Estimation du taux de jeunes (entre 15 et 24 ans) sans emploi, éducation ou formation en Afrique de l'Ouest en 2022



Source : Élaboré par la CEA sur la base des données des *Estimations modélisées* de l'OIT, consultées en août 2023

3.4 Profil de pauvreté

28. La population de l'Afrique de l'Ouest est estimée à 435,2 millions d'habitants en 2023⁷. On estime que 32,47 % de cette population vit avec moins de 2,15 USD par jour en 2023⁸, ce qui représente 141,32 millions de personnes vivant dans l'extrême pauvreté dans la région⁹. La réalisation de l'ODD 1.1, visant à éliminer l'extrême pauvreté sous toutes ses formes en Afrique de l'Ouest d'ici 2030, demeure un défi. Selon les estimations pour 2023, seuls trois pays (Côte d'Ivoire, Sénégal et Cabo Verde) comptent moins de 15 % de leur population vivant avec moins de 2,15 USD par jour. L'insécurité est l'un des problèmes émergents qui ont un impact négatif sur la lutte contre la pauvreté.

⁷ Calculs de la CEA basés sur le document de la Banque mondiale intitulé *Macro Poverty Outlook for Sub-Saharan Africa, 2023*.

⁸ La Banque mondiale a mis à jour les seuils de pauvreté mondiaux en septembre 2022. Le nouveau seuil d'extrême pauvreté de 2,15 USD par personne et par jour, qui remplace le seuil de pauvreté de 1,90 USD, est basé sur les PPA de 2017.

⁹ Calculs de la CEA basés sur les estimations de la Banque mondiale pour la population totale en 2023 et le taux de pauvreté à 2,15 USD par jour (PPA 2017) par centile de la population. *Macro Poverty Outlook for Sub-Saharan Africa, 2023*.

Figure 25 : Estimation du taux de pauvreté à 2,15 USD par jour (PPA 2017) par centile de la population en 2023¹⁰

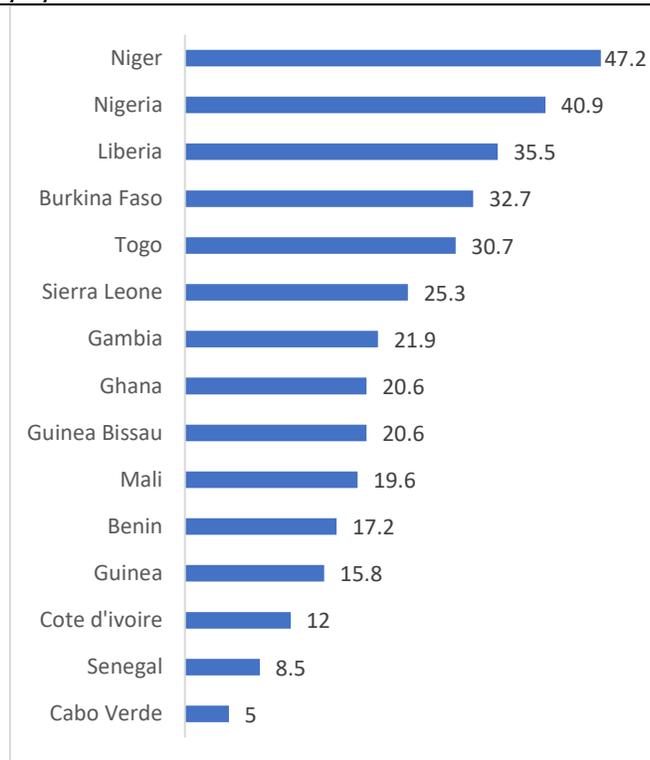
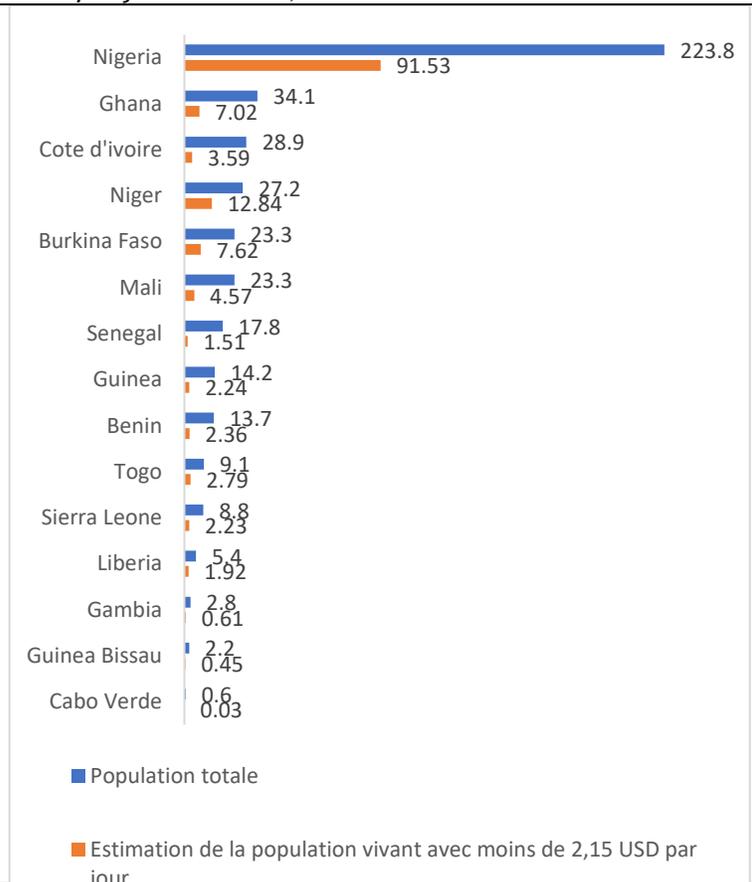


Figure 26 : Estimation de la population totale et estimation de la population vivant avec moins de 2,15 USD par jour en 2023, en millions



Source : Élaboré par la CEA sur la base du document de la Banque mondiale intitulé *Macro Poverty Outlook for Sub-Saharan Africa, 2023*, consulté en août 2023

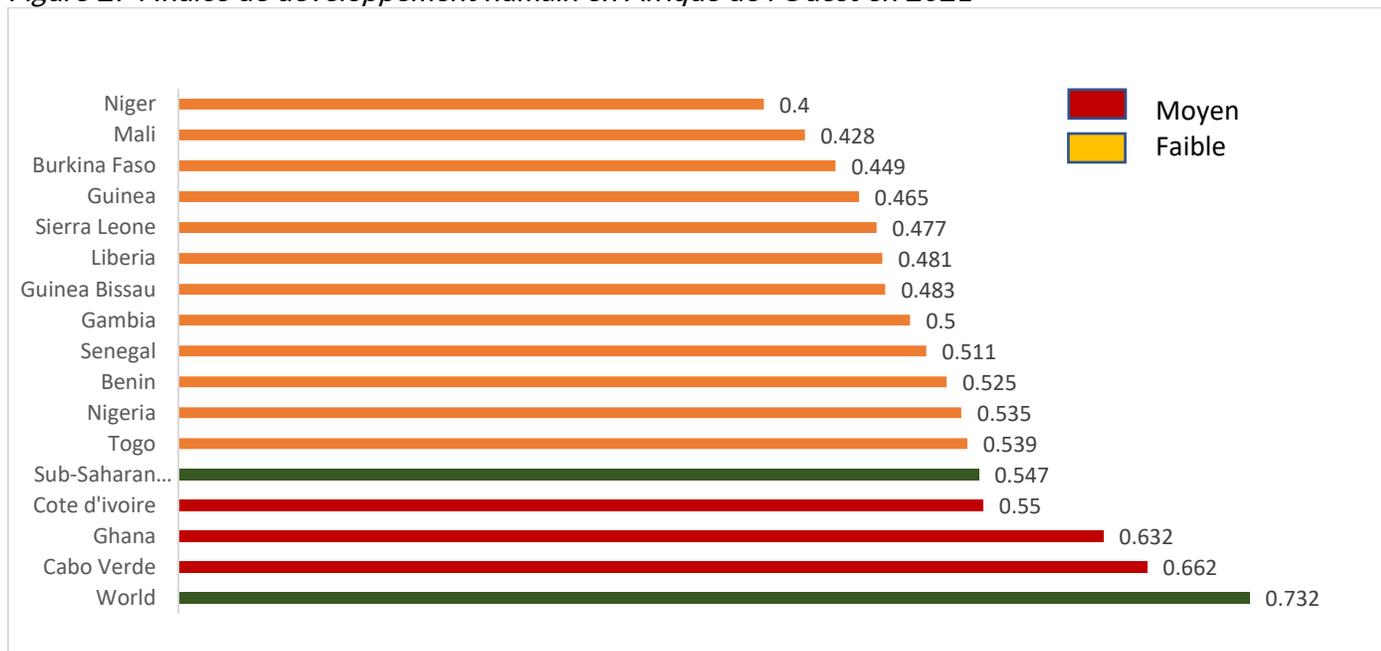
29. L'indice de développement humain (IDH) de la région se situe entre 0,4 et 0,662¹¹, parmi les plus bas du continent, avec douze des quinze pays dans le groupe des pays à IDH faible en 2021 (figure 14). Seuls le Cabo Verde, la Côte d'Ivoire et le Ghana font partie du groupe de pays à IDH moyen. Le Niger, le Mali, le Burkina Faso et la Guinée sont les pays les moins performants en matière de développement humain dans la région. À titre de comparaison, l'IDH de l'Afrique subsaharienne est de 0,547, tandis que celui du monde de 0,732. Il existe une importante marge d'amélioration, notamment en ce qui concerne l'espérance de vie à la naissance et le nombre moyen d'années de scolarisation, conformément à l'analyse présentée dans les sections

¹⁰ Données pour le Nigeria basées sur le seuil de pauvreté national, selon le *Macro Poverty Outlook for Sub-Saharan Africa, 2023* de la Banque mondiale.

¹¹ *Rapport sur le développement humain 2021/2022*, PNUD.

précédentes. Les problèmes d'insécurité et de gouvernance sont des éléments essentiels à prendre en compte pour créer un environnement stable propice au progrès.

Figure 27 : Indice de développement humain en Afrique de l'Ouest en 2021



Source : Élaboré par la CEA sur la base des données du PNUD, 2022, issues de l'indice de développement humain 2021/2022

3.5 Autonomisation des femmes et parité entre les sexes

30. Selon l'indice 2022 d'autonomisation des femmes¹², les quinze pays d'Afrique de l'Ouest sont tous classés dans la catégorie faible, avec des indices compris entre 0,307 pour le Niger et 0,537 pour le Togo, la moyenne mondiale étant de 0,607 (figure 16). Cet indice reflète le pouvoir et la liberté des femmes de faire des choix et de saisir des opportunités. En ce qui concerne l'indice mondial de parité entre les sexes¹³ 2022, quatre pays sont classés dans la catégorie moyenne inférieure (Togo, Niger, Sénégal, Liberia) et les onze autres pays dans la catégorie faible (figure 17). Tous les pays ont des chiffres inférieurs à ceux de l'Afrique subsaharienne et du monde. Bien qu'il affiche le classement le plus faible en matière d'autonomisation des femmes, le Niger occupe la deuxième place en termes de parité entre les sexes, ce qui suggère que le manque d'opportunités n'est pas limité aux femmes. Le Togo obtient le meilleur résultat pour ces deux

¹² Calculé par le PNUD. Il s'agit d'un indice composite qui mesure le niveau d'autonomisation des femmes dans cinq domaines : la vie et la santé (deux indicateurs) ; l'éducation, l'acquisition de compétences et de connaissances (deux indicateurs) ; l'emploi et l'inclusion financière (deux indicateurs), la participation à la prise de décision (trois indicateurs) et l'absence de violence (un indicateur).

¹³ Calculé par le PNUD. Il s'agit d'un indice composite qui évalue les réalisations relatives des femmes et des hommes dans quatre domaines : la vie et la santé (un indicateur) ; l'éducation, l'acquisition de compétences et les connaissances (deux indicateurs) ; l'emploi et l'inclusion financière (deux indicateurs) ; et la participation à la prise de décision (trois indicateurs).

indices en 2022 en Afrique de l’Ouest, toutefois, une amélioration s’impose pour tous les pays de la région.

Figure 28 : Indice d'autonomisation des femmes 2022 en Afrique de l'Ouest

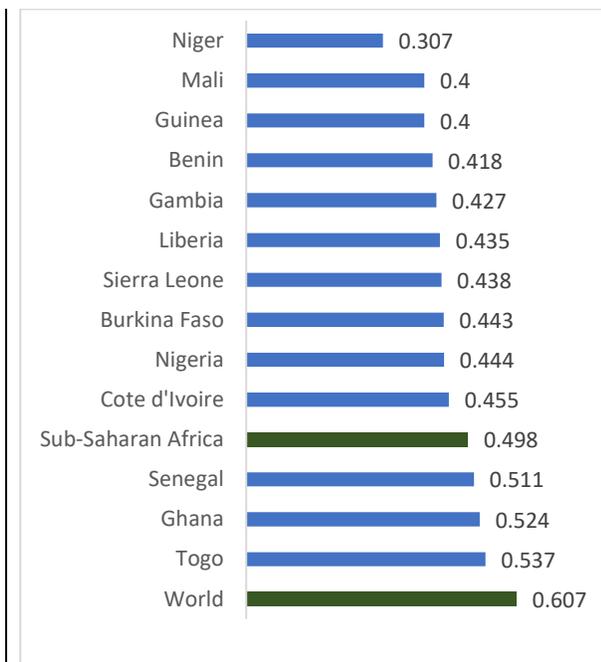
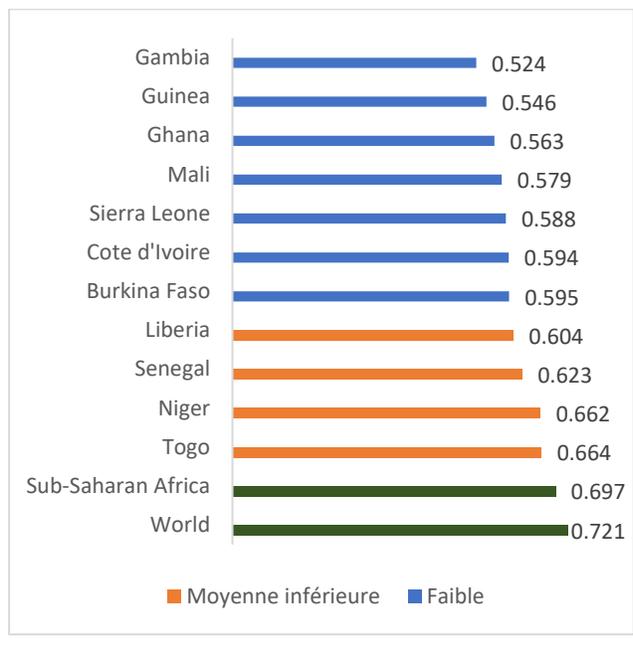


Figure 29 : Indice mondial de parité entre les sexes 2022 en Afrique de l'Ouest



Source : Élaboré par la CEA sur la base du document du PNUD intitulé *The Paths to Equal: Twin indices on women's empowerment and gender equality 2023*, consulté en août 2023.

3.6 Fiche d'information sur les enjeux sociaux

Les enjeux sociaux en Afrique de l’Ouest présentés ci-dessus peuvent être résumés comme suit :

			
4 countries have better life expectancy than the African Average (64.5 years)	More than 50% of the countries need to reduce to 1/3 the current under-5 mortality rate to meet SDG 3.2	Only 2 countries have more than 50% of the population with safely managed sanitation services	7 countries have an adult literacy rate lower than 50%
14 Countries present unemployment among the youth higher than for general population	88.2% Is the West Africa estimate rate of informal employment	29% of youth not in employment, education, or training	32% of the population living on less than 2.15 a day, amounting 141.32 million people living in extreme poverty

3. 7 Problèmes humanitaires et d'insécurité alimentaire croissants

33. La recrudescence des menaces d'insécurité et des crises politiques demeure un défi majeur pour les pays d'Afrique de l'Ouest. La sous-région a connu une série de coups d'État et de changements anticonstitutionnels de gouvernement entre 2020 et 2023, souvent à la suite de diverses sanctions qui ont affecté les populations. La situation sécuritaire est également restée précaire, en particulier au Burkina Faso, au Niger et au Mali, en raison d'attaques persistantes contre des cibles militaires et civiles. Le terrorisme a continué à se propager vers le sud, en direction des pays côtiers, avec de nouvelles incursions au Bénin et au Togo. Face à l'insécurité croissante, les pays côtiers ont réagi en renforçant leur coopération bilatérale.

34. Ces situations ont exacerbé l'insécurité alimentaire et entraîné une augmentation du nombre de déplacés internes. Au cours des six derniers mois, environ 30 000 réfugiés maliens ont pris la fuite vers le Burkina Faso et le Niger, et plus de 11 500 personnes ont rejoint le Mali et le Niger depuis le Burkina Faso. Près de 8 450 habitants du nord-ouest du Nigeria ont fui vers le Niger pour échapper à la violence. Le nombre de réfugiés et de demandeurs d'asile dans les pays côtiers a également augmenté de manière significative. Cette situation accroît la vulnérabilité des populations, en particulier dans les zones rurales. Compte tenu de la situation politique au Burkina Faso, les autorités de transition ont privilégié le renforcement des moyens militaires pour tenter de remédier à la situation sécuritaire, en allouant 28% du budget national au secteur de la défense et de la sécurité en 2023, soit une augmentation de 72% par rapport à 2022 (GRID 2023).

35. En juin 2023, près de 48 millions de personnes seraient menacées par la crise alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest pendant la période de soudure (juin-août 2023), selon le Réseau de prévention des crises alimentaires et le PAM, juin 2023¹⁴. On estime que 3 millions de personnes souffrent de la faim au Burkina Faso en raison de l'insécurité. Parmi les personnes affectées, près de 650 000 sont confrontées à la famine (niveau 5 de la classification intégrée de l'insécurité alimentaire), ce qui signifie que des personnes commencent déjà à mourir par manque de nourriture.

36. Dans ce contexte, la sous-région continue également d'être en proie à la propagation de la violence, au terrorisme, à l'augmentation du nombre de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et de réfugiés, ce qui accroît la vulnérabilité des populations ouest-africaines. Certaines des conséquences les plus importantes des actes terroristes sont la perte de vies humaines et de biens, y compris d'infrastructures vitales, ainsi que la réduction de la création d'emplois et la baisse de la croissance économique, sans parler du climat d'incertitude et du manque de confiance des investisseurs en raison du risque. Le Mali, le Burkina Faso et le Niger, trois États du Sahel, ont été particulièrement touchés par ces coups d'État militaires et ont subi les conséquences de la déstabilisation régionale.

III. Conclusion et recommandations politiques

37. Les performances socio-économiques de l'Afrique de l'Ouest ont continué à être lourdement affectées par les effets prolongés de la pandémie de COVID-19 et le conflit entre l'Ukraine et la Russie. Outre ces effets, l'Afrique de l'Ouest a été confrontée ces dernières années à des problèmes

¹⁴ <https://www.food-security.net/document/avis-pregec-juin-2023/>

de gouvernance et d'insécurité, en particulier dans la région du Sahel. La situation macroéconomique (croissance, inflation, déficit budgétaire, solde de compte courant) et les indicateurs sociaux de la région ont été particulièrement aggravés par le conflit entre l'Ukraine et la Russie, qui a eu des répercussions sur la demande et l'offre mondiales, ainsi que sur les prix de l'énergie, des denrées alimentaires et des engrais. Selon les projections, la croissance économique de la région devrait être de 4,8 % en 2023 et de 6,1 % en 2024, avec une forte pression inflationniste de 11 % et 7,1 % attendue en 2023 et 2024 respectivement. Compte tenu de la dynamique actuelle, les pays d'Afrique de l'Ouest devront relever d'énormes défis pour atteindre les principaux objectifs de développement durable en matière de croissance économique, de pauvreté, de santé et d'éducation.

38. Les pays doivent s'engager dans des politiques macroéconomiques saines afin de promouvoir une croissance stable et durable. Cela inclut des réformes appropriées pour assurer un faible taux d'inflation et une politique budgétaire et d'endettement soutenable.

39. Les pays doivent tirer parti de l'opportunité offerte par la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) pour réduire leur forte dépendance extérieure à l'égard de biens stratégiques tels que l'énergie, les denrées alimentaires et les engrais, grâce à des chaînes de valeur régionales, à la diversification économique et à l'industrialisation.

40. Les gouvernements doivent investir dans les énergies renouvelables telles que l'énergie solaire et l'hydroélectricité, en exploitant les vastes ressources de la région.

41. Les pays doivent investir dans les secteurs de la santé et de l'éducation pour renforcer le capital humain. Ceci est crucial non seulement pour atteindre les ODD 3 et 4, étant donné que l'Afrique de l'Ouest est à la traîne, mais aussi pour exploiter le dividende démographique.

42. Les pays doivent mettre en place des mécanismes de protection sociale appropriés et bien ciblés pour faire face à l'extrême pauvreté, conformément aux ODD 1 et 2. Il est également essentiel qu'ils investissent dans la création d'emplois, la formation et les opportunités destinés aux jeunes, étant donné que ces derniers sont confrontés à un taux de chômage plus élevé que celui de la population générale. Cela permet également d'exploiter les possibilités d'accélération de la croissance économique qu'offre une part croissante de la population en âge de travailler.

43. La politique de développement a un rôle essentiel à jouer dans le soutien de la stabilité afin de réduire les conflits et la violence à long terme. Pour y parvenir, les pays doivent soutenir les régions accusant un retard, renforcer la gouvernance locale, améliorer la gestion des terres et stimuler la création d'emplois.

44. Les pays doivent investir pour combler les disparités entre les sexes et offrir des opportunités aux femmes, conformément à l'ODD 5. La parité entre les sexes favorise la croissance économique, accroît les performances du secteur privé grâce à l'esprit d'entreprise et à la création d'emplois et réduit les inégalités de revenus, ce qui est essentiel pour lutter contre la pauvreté et promouvoir le développement.

45. Les progrès en matière de gouvernance sur le continent sont surtout entravés par la détérioration du contexte sécuritaire et de la participation démocratique. Les pays doivent mettre en place des politiques de bonne gouvernance pour améliorer les performances de l'indice de développement humain.

Références

- Union Européenne, Summer 2023 Economic Forecast: Russia's war worsens the outlook, septembre 2023
- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Perspectives de l'alimentation, 2023
- FAO, SMIAR Perspectives de récolte et situation alimentaire, juin 2023
- Rapport mondial sur les déplacements internes 2023
- Fonds monétaire international (FMI), Perspectives économiques en Afrique, juillet 2023
- FMI, Perspectives de l'économie mondiale, juillet 2023 ; EMDE : Emerging Market and Developing Economies (économies émergentes et en développement).
- ONU, Situation et perspectives de l'économie mondiale à la mi-2023, 2023
- Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), Rapport sur le développement humain, 2021/2022
- Banque mondiale, Commodity Price Data (The Pink Sheet), mis à jour le 02 août 2023
- Institut statistique de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) (ISU)
- Estimations modélisées de l'Organisation internationale du travail (OIT) (ILOSTAT), juillet 2023.
- Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Rapport sur le développement humain 2021/2022.
- PNUD, The Paths to Equal: Twin indices on women's empowerment and gender equality, 2022.
- West African Monetary Zone Macroeconomic Developments and Convergence Report, décembre 2022.
- Banque mondiale, Macro Poverty Outlook for Sub-Saharan Africa, 2023.
- Organisation mondiale de la Santé, Atlas des statistiques sanitaires africaines 2022.
- Organisation mondiale de la Santé, Rapport des statistiques sanitaires mondiales 2022.
- Bases de données en ligne consultées : Ecowas Statistics, ILOSTAT, CNUCEDSTAT, données de la Banque mondiale sur la pauvreté, Indicateurs du développement dans le monde, Perspectives de la population mondiale de l'ONU, Institut statistique de l'UNESCO